

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Résistance

JOURNAL DU POP VAUDOIS & GAUCHE EN MOUVEMENT / www.popvaud.ch / septembre-octobre 2019 / N°114

Une vraie opposition à
Berne
page 3

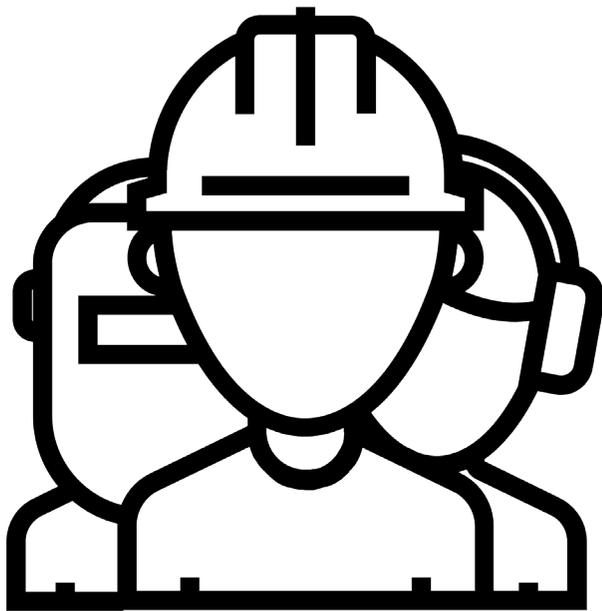
Ecologie populaire
page 4-5

14 juin, et après?
page 6

Élections

Fédérales 2019

Pour que le travail du
grand nombre ne fasse
plus la richesse de
quelques-uns



Élections fédérales

20 octobre 2019

Retrouvez notre programme complet, nos prises de positions et la présentation des candidats sur notre site à la page :

<http://www.popvaud.ch/electionsfederales2019/>



Renens 6 et 7 septembre
Place du Marché

Vendredi 6 dès 18h

18h00 *Ouverture du B'N et de la cuisine*
20h00 *< Mets les baskettes y'a la boule à facettes >*
Disco années 80 avec DJ Toni

Samedi 7 dès 9h

09h30 *Jovan Nikolic* Musique tzigane
11h00 *Association 'Bud-Vez* Danses folkloriques serbes
11h30 *Association Teuta* danses folkloriques albanaises
12h00 *Flamenco* Académie de danse Flamenco
14h00 *Kids Party* avec Augustin
14h00 *Jeux d'échecs* avec le club amateur de Renens
20h00 *Djangologie *1020 Tour** Jazz manouche

Organisation: Fourmi rouge Renens

**Vous pouvez suivre les
activités du PoP sur:**



Facebook



Twitter



Instagram



Youtube

www.popvaud.ch

JAB
1003 Lausanne

LA POSTE



Edito
par **Christophe Grand**

Vers une nouvelle orientation!

Après plusieurs années de sursis et faute d'abonnés payants suffisamment nombreux, notre journal va perdre son droit au subventionnement fédéral à la presse. Cela représente une perte de plusieurs milliers de francs qui nous contraint de revoir notre stratégie de communication. Ce numéro est donc le dernier sous cette forme.

Pourtant, notre Parti souhaite maintenir un contact régulier avec l'ensemble des gens qui nous soutiennent et lisent avec plaisir nos prises de positions. À cet effet, nous avons déjà effectué les premiers pas afin d'établir une collaboration avec GAUCHEBO (journal hebdomadaire romand de notre parti national). Les modalités concrètes sont encore à définir, mais la situation se présente favorablement. Bien entendu, nous vous tiendrons informés

de cette nouvelle réalisation et de sa présentation.

Nous remercions chaleureusement les abonné.e.s, les sympathisant.e.s et les lecteurs/trices de leur précieux appui durant toutes ces années. Nous comptons aussi sur leur fidélité et leur soutien pour le lancement de la nouvelle formule.

Nos remerciements vont aussi à toutes et tous les Camarades qui, par leurs articles, ont contribué durant toutes ces années à faire de « Résistance » un haut lieu d'analyses et de propositions.

Donc, rendez-vous dans une nouvelle présentation!

Plus d'infos sur notre journal Gauchebdo via le site : www.gauchebdo.ch



14 septembre

Place de la Cathédrale

11h Dévoilement de la plaque commémorative
ancien café des Lauriers (Pontaise 46)

12h30 Tripes à la neuchâteloise et autres menus
Prise de parole:
Bernard Borel
Denis de la Reussille
Joaquim Manzoni

15h Conférence de Paul Ariès
Salle Capitulaire, Cathédrale

17h30 Remise des POP D'OR

Musique

13h - 15h Rémy chansons engagées

18h30-20h POP'Chestra

20h - 22h I Skarbonari feat. Olivier Forel

22h - 24h Les Bearegard Boys

24h - 02h DJ Rock'n'balkan



Sourire en coin

par **Michel Bühler**
Prétextes

Mon professeur d'histoire préférait les têtes bien faites aux têtes bien pleines. Passionné par l'Antiquité, il s'efforçait de développer notre esprit critique. Evoquant les guerres entre Perses et Grecs, ou celles qui avaient vu s'affronter Romains et Carthaginois, il affirmait:

- Dans toute guerre il y a d'abord une cause, profonde, que l'on tait la plupart du temps. Puis un événement qui sert de prétexte pour engager le conflit.

Cette règle d'or est confirmée tout au long des siècles.

Les causes sont le plus souvent d'ordre économique: on attaque son voisin pour s'emparer de ses ressources, minerais, terres fertiles. Elles peuvent relever de l'idéologie: on fait la guerre pour imposer un modèle de société. La soif d'espace vital est aussi une cause classique.

Pour ce qui est des événements déclencheurs, ils sont d'une infinie variété, allant du plus insignifiant au plus sérieux, en passant par l'idiot et l'incroyable. Dans un livre paru récemment¹, mon copain Bruno Léandri en dresse une joyeuse liste. Par exemple... suite à la banale infidélité d'une épouse, Hélène, dix-huit ans de guerre de Troie; au 13^{ème} siècle, conséquence du vol d'une vache, entre 15 et 20 mille victimes dans le sud de la Flandre; plus près de nous, 3 mille morts en 1969 dans une guerre entre le Salvador et le Honduras, provoquée par le résultat controversé d'un match de foot.

Lorsque la marmite des causes est suffisamment sous pression, le prétexte le plus futile peut la faire exploser. Et lorsque le motif fait défaut, certains n'hésitent pas à en inventer un!

Les Etats-Unis sont passés maîtres dans ce domaine.

En 1964, le président Johnson craint que le communisme s'étende à tous les pays voisins du Nord-Vietnam. Au début août, Washington affirme que deux destroyers US ont essuyé à deux reprises des tirs nord-vietnamiens dans le golfe du Tonkin. Cet incident permet à Johnson d'obtenir du Congrès le pouvoir de prendre «toutes les mesures nécessaires pour prévenir une future agression». Résultat: dix ans de guerre, plus de trois millions de morts. On sait maintenant que, si une petite escarmouche s'est bien produite le 2 août, la deuxième attaque, meurtrière, contre les destroyers n'a jamais eu lieu.

Le 5 février 2003, le secrétaire d'état Colin Powell présente à l'ONU des «preuves irréfutables» de la possession d'armes de destruction massive par Saddam Hussein. Georges W Bush peut déclencher sa guerre, dont le but final est de s'emparer du pétrole irakien. A l'heure actuelle, la région, déstabilisée, reste à feu et à sang. Et les armes de destruction massive n'ont jamais existé.

Maintenant? Donald Trump a dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien, et ses conseillers veulent faire tomber le régime des mollah, à tout prix. Une étincelle mettra le feu aux poudres. Si elle se produit, quelle qu'elle soit, rappelons-nous que le mensonge est l'une des armes favorites de l'administration yankee.

Michel Bühler

1) Bruno Fuligni & Bruno Léandri, «Les guerres stupides de l'histoire», Les Arènes.

Qui a peur du protectionnisme ?

La sous-enchère salariale est monnaie courante en Suisse : on ne compte plus les cas de dumping salarial qui font les gros titres. Les employés de certains secteurs (hôtellerie, restauration, construction) sont particulièrement touchés par des pratiques patronales qui passent outre les systèmes de contrôle.

Pourtant, la situation risque fort de se dégrader encore davantage : forte d'une doctrine ultralibérale sous l'égide de Jean-Claude Juncker, l'Union européenne n'est prête à accepter aucune entrave au commerce. Les mesures d'accompagnement sont à ce jour les seuls maigres outils permettant de protéger à minima les salaires des travailleuses en Suisse. Pourtant, l'UE est catégorique : ces mesures doivent être abolies, purement et simplement. Récemment, le président de la Cour de Justice de l'Union européenne, Koen Lenaerts, qualifiait ces mesures de « pro-

tectionnisme déguisé » – le terme étant supposé susciter la peur. Alors que les syndicats suisses tiennent encore bon et refusent de concéder le franchissement de cette maigre « ligne rouge », le Conseil fédéral tente de gagner du temps en repoussant les échéances des négociations après les élections fédérales.

Du temps, les forces bourgeoises vont en avoir besoin. Car la pierre d'achoppement de l'accord-cadre institutionnel ne se situe pas uniquement au niveau de la protection des salaires face au dumping salarial ; l'accord entre la Suisse et l'UE prévoit également une « actualisation dynamique du droit », ce qui implique concrètement que le droit européen serait repris de manière quasi automatique dans notre législation. Allons-nous accepter tacitement de nous faire dicter nos lois par le rouleau compresseur ultralibéral qu'est actuellement l'Union européenne?

Allons-nous accepter de nous subordonner à des instances qui considèrent le droit de propriété et la liberté de mener commerce comme supérieurs aux droits des travailleurs et travailleuses ?

Tandis que la plupart des partis bourgeois et socio-démocrates font le choix tactique d'invisibiliser ces enjeux cruciaux en vue des élections fédérales d'octobre, le POP entend bien lutter non pas seulement pour conserver les acquis sociaux, mais pour les étendre – contre les intérêts des grands groupes capitalistes installés dans notre pays, et contre les instances européennes qui assoient encore davantage leurs prérogatives.

Anaïs Timofte

Un besoin d'une vraie opposition à Berne !

La vie politique fédérale récente démontre l'absolue nécessité pour la gauche combative d'être à nouveau représentée, fortement, à Berne : le parlement actuel ne représente pas la population de la Suisse !

Les débats et enjeux politiques liés aux 2 sujets emblématiques de la législature, PV2020 et RIE3-RFFA l'ont démontré à l'évidence. Les forces s'opposant frontalement à l'élévation de l'âge de la retraite des femmes, à la dégradation des rentes AVS et du 2ème pilier et à une politique de défiscalisation des entreprises n'ont que peu existé à Berne. Il a fallu des référendums, victorieux en 2017 (RIE3 puis PV 2020), hélas perdant en 2019 (RFFA) pour mener un vrai débat de fond, débat hélas faussé par la politique de compromis menée par le PS suisse, qui a finalement balisé la route pour imposer à l'arrache cette réforme fiscale contraire à tous les principes de la gauche mais présentée comme « le » compromis possible. Comme si un compromis au parlement était le seul but à atteindre, et qu'on « oubliait » de créer le rapport de forces au sein de la population...

Il y a besoin à Berne d'une vraie for-

ce de gauche de résistance, non liée à un parti gouvernemental, déterminée à se battre frontalement pour défendre les personnes qui vivent sur leur seul (faible) revenu, qui sont aussi ceux et celles qui font les frais des réformes. Les bénéficiaires de l'augmentation de la productivité doivent être redistribués à l'ensemble de la population par des salaires décents, par une école et un système de santé de qualité et une véritable politique sociale et familiale. L'enjeu est de mener aussi une réelle politique environnementale, par une politique écologique et agricole qui ne se soumette pas aux lois du marché.

D'autres domaines doivent être au cœur d'une vraie politique de gauche : je garde un souvenir précis du débat de 2007 ayant introduit une première étape de libéralisation du marché de l'électricité, avec l'accord du PSS et des Verts cette fois (oublieux de la bagarre de 2002 et du référendum gagnant

contre la libéralisation du marché de l'électricité). La même année, la réforme du financement hospitalier introduisait le marché dans le financement des hôpitaux, les cliniques privées dans la place, et les critères de management dans la gestion des hôpitaux, face à notre seule opposition. De grands moments de solitude, qui vous ancrent, à jamais, la nécessité d'avoir à Berne un groupe fort d'une gauche de résistance.

Depuis 2007, la gauche combative n'est plus représentée à Berne par un groupe, même petit. Et un conseiller national isolé, aussi actif soit-il, peine à « faire le poids ». Des chances existent de gagner des sièges ailleurs en Suisse, pour renforcer Denis de la Reussille, conseiller national PST/POP de Neuchâtel. Vaud ne peut pas manquer ce rendez-vous !

Marianne Huguenin

Une liste simplement populaire

Le POP vaudois présente une liste au Conseil National avec 19 candidats et candidates. Notre but retrouver un siège au parlement fédéral dans notre canton, et cette année cela est possible.

2019 notre parti fête ses 75 ans, l'occasion pour nous de mener une campagne nationale dans les 3 régions linguistiques du pays. En ce qui concerne la campagne du POP vaudois, nous misons sur 5 thèmes importants qui préoccupent les citoyens et citoyennes de ce pays: une santé accessible pour toutes et tous et de proximité, une écologie populaire liée à une agriculture locale, une Suisse ouverte et souveraine, une économie au service du peuple et la défense des travailleurs/euses pour des meilleurs salaires et conditions de travail. C'est sans compromis que nous allons défendre notre politique, car nous sommes, une gauche qui ne se renie pas, progressiste, solidaire, anticapitaliste. Cette gauche combative et populaire doit revenir en force au parlement, pour bousculer la politique de compromission entre les partis de droite et le Parti socialiste Suisse et apporter un autre discours. Le POP est une force de propositions avec des projets concrets, réalistes et réalisables. La gratuité des transports publics, une assurance pour rembourser les soins dentaires, la souveraineté alimentaire ou l'instauration de véritables retraites populaires et solidaires sont quelques projets phare, parmi tant d'autres, que nous voulons mener à bien ces prochaines années.

La démocratie par le bas

Beaucoup vantent notre démocratie de milice mais les parlements sont majoritairement peuplés par des gens issus de professions libérales (avocat, juriste, gestionnaire immobilier, patron, méde-

cin, etc...), devenant au fil du temps des politiciens professionnels aux décisions souvent peu en phase avec la réalité et les conditions de vie de la majorité de la population. Au contraire, la force du POP réside dans le fait que les personnes qui y militent viennent de divers milieux, de diverses origines économiques et sociales, et qu'une partie non négligeable sont issues de l'immigration. Il nous semble essentiel de mettre en avant des personnes représentatives de la majorité de la société comme des travailleurs/euses, ou de gens venant de classes populaires, qui connaissent donc les problèmes que vivent une immense partie de la population et pourront les traiter avec un regard critique et différent par rapport à une certaine « élite » politique mise en place. En cela, notre liste vaudoise pour le Conseil National, composée de 19 candidats et candidates, correspond exactement à cette représentativité. Le système démocratique Suisse doit urgemment se démocratiser par le bas, et être aussi plus transparent sur le financement des partis et des campagnes électo-ales, pour savoir si ceux-ci sont financés par des liens d'intérêts ou des lobbies. Hélas, il est à craindre que ce ne soit pas encore tout à fait le chemin que notre pays emprunte.

Le 20 octobre c'est vous toutes et tous qui pourrez faire basculer la politique d'austérité menée actuellement par une politique sociale et solidaire en votant POP.

Christophe Grand

Notre programme complet et présentation des candidats et candidates sur :
<http://www.popvaud.ch/electionsfederales2019/>

Le faux débat d'une liste unique de la gauche combative...

Il est de bon ton de parler de la gauche combative en regrettant sa division, ce qui évite de parler de ses positions ! Rappelons que la seule expérience de liste unique POP – solidaritéS, en 2015, a vu ces deux partis échouer dans la reconquête d'un siège mais surtout faire leur plus mauvais résultat additionné (2.8%)! En 2003, la 1ère expérience de listes séparées ET sous-apparentées (ce qui évite toute perte de suffrages) avait permis 2 élus (9.36% des suffrages). Séparément, lors de l'élection complémentaire du Conseil d'Etat de ce début d'année, Jean-Michel Dolivo et Anaïs Timofte ont récolté 7.3%, résultat qui peut assurer, largement, un siège à Berne, au meilleur des deux partis !

L'écologie populaire: la justicière masquée qui attrape les vrais coupables

Est-il possible d'imaginer une écologie qui ne soit pas basée sur des taxes antisociales ? Est-il possible de faire de l'écologie une pratique populaire qui ne soit plus réservée à une élite urbaine et intellectuelle qui en a les moyens ? Oui. Mais pour cela, il faut mettre en avant une écologie sociale et par le bas : une écologie populaire. C'est l'objectif que se fixe le POP Vaud, en s'inspirant notamment de la planification écologique de la France Insoumise et des idées du Parti des Travailleurs de Belgique.

S'attaquer aux vrais coupables

Le changement climatique est devenu un sujet important, et c'est une

bonne chose. Mais à l'heure où tous les partis, y compris l'UDC, se sont mis au vert, il est temps de réfléchir sur ce qui se cache derrière la façade. Et désolé, on vous « spoile »¹ tout de suite la fin : aucun des grands partis ne s'attaquent aux sources du problème et les coupables circulent toujours en liberté à la fin du film.

Mais alors, « quel est donc le problème docteur ? » Est-ce que la responsable c'est la méchante humanité comme se plaisent à penser les « collapsologues », ces prophètes de l'apocalypse version XXIème siècle ? Est-ce l'accès à la consommation « des chinois » comme

le disent les identitaires de droite ? Ou peut-être le mode de vie « des blancs » comme le crient courageusement, bien au chaud dans leur campus, les identitaires de gauche ? Non, la source du problème est bien cachée derrière et au-dessus de tout ça. Pour y voir clair, il faut remettre les lunettes que toute la gauche a laissé depuis longtemps sur le coin de la table sans y porter attention. Pour comprendre les enjeux de la crise climatique, il faut remettre les lunettes du marxisme. Et là, au milieu des cris horrifiés et des bien-pensants évanouis, on arrive en même temps à identifier le véritable problème et une piste de sortie de crise. La cause des

problèmes climatiques est nichée dans le fonctionnement même de l'économie de marché. La porte de sortie, c'est d'engager la transition vers une économie démocratique.

Quand on veut... on ne peut pas toujours

Quand on veut, on peut ? Selon moult sondages, à peu près tout le monde souhaite un monde plus vert. Mais pendant ce temps, la réalité est que l'état de la biosphère empire et le climat approche de la phase terminale. Les gens veulent le changement, mais alors pourquoi rien ne change ?

Là est le cœur du problème. On aura beau recycler jusqu'au moindre petit déchet, cela n'empêchera en rien nos banques et nos fonds de pension de financer les énergies fossiles avec l'argent de notre épargne et de nos retraites. Ici la responsabilité de chacun se heurte à un mur. Et quand des jeunes grévistes du climat prennent leur responsabilité à deux mains et dénoncent cette situation, ils sont punis pour cela.²

La responsabilisation individuelle ne nous sauvera donc pas. Rappelons que 100 multinationales sont responsables de plus de 70% des émissions globales de gaz à effet de serre depuis 1988.³ Alors effectivement, quand il est question de climat, quand on veut... on ne peut pas toujours. Mais alors qui viendra nous sauver et répandre la justice ? L'écologie populaire, la justicière qui attrape toujours les vrais coupables.

Marche à suivre pour un crime parfait

Imaginez le crime parfait. Vous êtes un produit destructeur de l'environnement ? C'est simple, dans l'étal du supermarché, placez-vous à côté d'un produit bio plus cher que vous. Passe un consommateur au petit budget, il est 100% écolo cela va de soi, mais il vous choisit car il a des enfants à nourrir. Et voilà, le tour est joué ! Ce n'est plus vous ni ceux qui ont décidé de vous produire les coupables de la destruction de notre planète mais bien lui, le méchant consommateur qui vous a acheté.

Face à ce crime, tout détective pose aux témoins la question suivante: qui décide de ce que l'on consomme ? Tous les grands partis répondent : « le con-

sommateur bien sûr » et s'appliquent à le moraliser à coup de taxes. Mais, retournement de situation : l'écologie populaire, telle une justicière masquée, va plus loin et attrape par le col les vrais coupables en posant la vraie question : qui décide de ce que nos sociétés produisent ? Et ceux-là, ce sont les actionnaires, ceux qui décident de ce que nous produisons avec notre travail quotidien.

L'écologie populaire attrape les actionnaires et les traîne en justice. Mais à leur procès, ils se défendent : « Nous sommes des victimes, nous étions soumis aux dures lois du marché ». « Ah ben vous êtes tout pardonnés alors ! » répondent en chœur les grands partis. Et tout s'arrête là. On relâche l'actionnaire et on repart fissa à la chasse de Madame ou Monsieur qui a mal recyclé son vert brun dans le container à vert blanc.

Écologie populaire et économie démocratique

Comme le montre le mouvement des gilets jaunes, les politiques environnementales qui se font contre les gens n'ont aucune chance de succès. S'en prendre au consommateur à travers des taxes antisociales, c'est se tromper de coupable. Une écologie populaire, c'est l'inverse, c'est une écologie qui se fait avec les gens et contre le système économique. La petite histoire qui précède souhaitait illustrer cela, les « lois du marché » forcent nos sociétés à prendre des décisions de production qui menacent notre avenir sur cette planète. Dès lors, même plus besoin de lunettes marxistes mais simplement d'un peu de bon sens pour constater que l'économie de marché capote, et qu'après tant d'années de médiocres et peu loyaux services, elle mériterait bien de prendre sa retraite dans l'un de ces EMS qu'elle a contribué à détériorer. Et ce pour les raisons suivantes :

1. L'économie de marché n'est pas rationnelle. C'est-à-dire qu'elle est incapable de prendre en compte sérieusement d'autres facteurs que l'incitation au profit dans les choix de production effectués par ses acteurs. Les décisions économiques ne sont donc pas prises en tenant compte de tous les aspects essentiels pour faire des choix de production qui garantissent un avenir à l'humanité.

2. L'économie de marché n'est pas démocratique. C'est-à-dire que nos dé-

cision de production ne sont pas prises collectivement et par voie démocratique par ceux qui produisent : les travailleurs. Mais elles sont prises par une poignée d'individus qui ne produisent rien : les actionnaires.

3. L'économie de marché n'est pas durable. Les décisions de production sont déterminées par le profit à court terme. L'économie de marché ne peut pas effectuer des choix durables et bénéfiques à l'ensemble de la société sur le long terme qui pourtant apporteraient davantage de sécurité et de progrès économique.

Ni rationnelle, ni démocratique, ni durable, mais l'on croirait lire la définition d'une dictature n'est-ce pas ? Exact, et il s'agit d'en sortir en construisant une économie démocratique, où les consommateurs, c'est-à-dire les travailleurs, c'est-à-dire les producteurs (!) décident collectivement de ce que l'on va produire et comment à travers des institutions démocratiques nouvelles.

« C'est bien joli tout ça mais moi pour sauver la planète, je fais pipi sous la douche. Vous avez mieux peut-être ? » C'est très bien champion, mais oui on a mieux. Des transports publics gratuits, une souveraineté alimentaire, des hausses de salaires pour pouvoir consommer local et sain, l'introduction de l'écocide dans le code pénal pour punir les entreprises polluantes, le contrôle démocratique des entreprises énergétiques. Autant de façons de sauver notre climat sans taper sur les classes populaires. Autant de façons de sortir du tout marché en renforçant la démocratie. Autant de façons de promouvoir le progrès économique à la place de la croissance économique. C'est ça l'écologie populaire. Et, contrairement aux justiciers masqués de bande dessinée, elle peut réellement nous sauver.

1)Argot anglais pour signifier gâcher à quelqu'un la fin d'un film et la lui racontant à l'avance.

2)<http://www.popvaud.ch/2019/06/13/com-munique-greve-climat-proces-politique/>

3)<https://www.forbes.fr/classements/100-entreprises-responsables-rechauffement-climatique/?cn-reloaded=1>

14 juin, et après?

Le 14 juin nous étions plus d'un demi-million à travers toute la Suisse pour demander plus d'égalité. Mais après cela, que faire? La réponse passe évidemment par le système politique car c'est là que sont décidées les lois qui régissent la manière dont nous vivons ensemble, dont nos citoyen.ne.s sont protégé.e.s, dont nos enfants sont éduqués...

Le collectif grève des femmes* s'est réuni après la grève et a édité un nombre non exhaustif de demandes pour nos élu.e.s. Ça tombe bien, il y a des élections fédérales en octobre, l'occasion de renouveler cette majorité qui siège à Berne et qui décide de nos lois. Cette même majorité qui souhaite majoritairement, et depuis bien des années, l'élévation de l'âge de la retraite ou qui refuse, majoritairement aussi, une loi contraignante et des sanctions envers les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale. Cette même majorité qui réduit, années après années, les prestations remboursées par l'assurance maladie alors que nous souhaiterions y ajouter la gratuité de l'avortement, de la contraception (qu'elle soit féminine ou masculine) et des traitements de transition basés sur l'autodétermination. Cette même majorité qui refuse encore (une motion à ce sujet est en cours) de baisser la TVA sur les tampons. Ces derniers ne sont en effet pas considérés comme biens de première nécessité et sont ainsi taxés à 7,7%, plus cher que la litière pour chat, c'est ce que qu'on appelle la taxe rose. Cette même majorité qui n'a toujours

pas accepté un congé parental pouvant être pris par l'un.e ou l'autre des deux parents, permettant ainsi de ne pas toujours forcer la femme à interrompre son parcours professionnel. Cette même majorité qui refuse d'adopter une définition du viol qui ne se limite pas à l'acte sexuel mais qui inclut toute forme de violence sexuelle. Cette même majorité qui démantèle les services publiques, notamment dans le domaine des soins à la personne, forçant ainsi les femmes à exécuter cette fonction au sein de la famille.

Tous ces sujets, toutes ces lois, sont décidées par cette toute petite frange de la population de 200 + 46 personnes. Les choses peuvent donc vite changer en renversant la majorité politique de notre parlement fédéral.

Il est donc temps, chères et chers partisan.ne.s de l'égalité, de renouveler ces élu.e.s et de voter pour des personnes qui défendront ces idées. L'occasion est trop belle alors ne la loupez pas le 20 octobre 2019 en votant pour élire nos représentants mais surtout nos représentantes au Conseil National et au

Conseil des Etats pour que cette incroyable mobilisation historique du 14 juin serve à faire changer les choses.

Les représentants et représentantes du POP/PST lutteront pour les droits des femmes et défendront les propositions faites ci-dessus. Mais nous pensons qu'il faut des femmes pour représenter des femmes. C'est pourquoi le POP/PST a toujours présenté des femmes aux élections et s'efforce de présenter le plus des femmes comme tête de liste et d'avoir des listes paritaires, le POP vaudois faisant d'ailleurs figure de très bon élève dans cet exercice. Dans l'espoir d'obtenir enfin un parlement paritaire voire mieux, à majorité de femmes, puisqu'il nous faut balancer la proportion énorme d'hommes présentés et élus depuis la création des parlements en Suisse. C'est pourquoi je suis fière que mon parti présente à nouveau une femme comme tête de liste en la personne d'Anaïs Timofte.

Céline Misiego

Souscription – Elections fédérales

L'ordre économique libéral veut imposer son arrogance, sa pensée unique et son système. Un système qui ruine les corps, abrutit les esprits et pille la planète.

Nous proposons une autre vie : un système qui place l'être humain et l'humanité au centre du monde. Certes, dans le contexte actuel, nous n'avons pas le pouvoir de l'implanter. Pourtant, le PST-POP se doit d'être une force de propositions et d'opposition et aussi une force d'espoir avec une capacité d'intervention politique, partout où cela est possible.

C'est avec cet objectif que nous proposons – avec enthousiasme – notre liste pour les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.

Il est vrai qu'une telle campagne, même modeste et militante, coûte plusieurs dizaines de milliers de francs. C'est pourquoi nous avons besoin de l'appui de nos membres, de nos sympathisant.e.s et de toutes celles et ceux qui

ont des idéaux de justice, d'équité et de démocratie.

Au nom du principe que les petits ruisseaux font les plus grands fleuves, tous vos dons seront accueillis avec bonheur et reconnaissance:

BV ci-joint

ou IBAN CH19 0900 0000 1003 4397 6
POP VAUD – Fonds d'aide et de soutien
1003 Lausanne

Les finances de notre Parti sont assurés exclusivement par les cotisations de nos membres, les contributions de nos élu.e.s et les dons des sympathisant.e.s.

Avec nos remerciements les plus chaleureux!

Marc Vuilleumier – membre de la commission financière
Anaïs Timofte et Bernard Borel candidats têtes de liste

19 candidats et candidates pour une gauche combative

Le POP présente une liste au Conseil National composée de 19 candidats et candidates venant de différentes régions du canton et de différents milieux sociaux-économiques. Ci-dessous la liste des 19 candidats et candidates :



Bernard Borel
Pédiatre FMH, Conseiller communal, Anc. député, Aigle



Anaïs Timofte
Secrétaire syndicale Unia, Vice-présidente du POP Vaud, Lausanne



Fabrice Chaperon
Secrétaire syndical Unia, Duillier



Carole Castillo
Employée de commerce, Conseillère communale, Renens



Zakaria Dridi
Gymnasiens, membre du comité Grève du Climat, Aigle



Nicole Divorne,
Enseignante, Conseillère communale, Renens



Christophe Grand
Secrétaire du POP Vaud, Photographe, Conseiller communal, Bex



Özlem Dursun
Secrétaire à l'AVIVO, Interprète communautaire, SYKP, Lausanne



Vincent Keller
Informaticien, Député, Renens



Caroline Jobin
Infirmière, Association des employés d'EMS, Yverdon



Mehmet Korkmaz
Restaurateur, Conseiller communal, Renens



Laura Manzoni
Neuropsychologue, Conseillère communale, Lausanne



Joaquim Manzoni
Fondateur de Sport&Comm, Maître d'enseignement, Lausanne



Céline Misiego
Employée à l'Etat de Vaud, Conseillère communale, Lausanne



Augustin Mukamba
Empl. postal, Syndicaliste Syndicom, Vice-président du POP Vaud, Renens



Marie Schneider
Employée de commerce, Conseillère communal, Renens



Luca Schalbetter
Généraliste en assurance sociale, Vice-prés. du POP Vaud, Yverdon



Véra Tchérémissinoff
Psychopédagogue, Présidente d'Opre Rrom, Lausanne



Marc Vuilleumier
Retraité, Député, Ancien président de l'AVIVO, Lausanne

Liste n° 7

Bernard Borel et Anaïs Timofte au Conseil des États

Le POP présente une liste aux Conseil des Etats avec Anaïs Timofte et Bernard Borel nous vous proposons une petite présentation



Anaïs Timofte, secrétaire syndicale Unia, Lausanne

Mère d'un enfant secrétaire syndicale et vice-présidente du POP vaudois. Plusieurs années d'expérience dans le commerce de détail et l'industrie m'ont sensibilisé en premier lieu à la lutte pour de meilleures conditions de travail et conditions salariales.

Je compte porter à Berne des propositions fortes pour un système de santé plus juste et équitable, pour des retraites dignes, ainsi que pour une écologie qui s'attaque aux gros pollueurs tout en ménageant le porte-monnaie des gens simples.

La garantie de la souveraineté suisse, ainsi que la protection des terres agricoles et de notre terroir font également partie de mes priorités.

Bernard Borel, pédiatre FMH, conseiller communal, ancien député, Aigle

Je suis pédiatre FMH et je me bats depuis longtemps en faveur de l'accès aux soins des enfants, notamment à travers mon engagement dans Médecins du Monde ou d'E-Changeur.

Mon engagement politique est fondé sur la défense de la justice sociale et de la répartition de la richesse, parce que chacun a droit à une vie digne, ici et ailleurs.

Venant d'une région agricole et viticole, la défense de l'agriculture de proximité et de la souveraineté alimentaire est pour moi essentielle.

Liste n° 3

IMPRESSUM • Journal du POP vaudois & Gauche en mouvement

Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne / Téléphone : 021 312 06 76 / Fax : 021 312 06 97 / E-mail : info@popvaud.ch / Responsable : Christophe Grand / Tirage 10'000 exemplaires / CCP Résistance 10-769952-7 / Abonnement annuel : 25 Frs / Abonnement de soutien : 40 Frs / Comité de rédaction: Céline Misiego, Anaïs Timofte, Michel Bühler, Christophe Grand, Paris Kyritsis, Zakaria Dridi, Gabriel Oberson / Mise en page : Christophe Grand /